

10TH CCBE HUMAN RIGHTS AWARD

DIXIÈME REMISE DU PRIX DROITS DE L'HOMME DU CCBE

The CCBE Human Rights award is granted to lawyer or a lawyers' organisations who has brought honour to the legal profession by upholding the highest values of professional and personal conduct in the field of human rights, and has demonstrated outstanding commitment and sacrifice in upholding fundamental values.

Le prix droits de l'homme du CCBE est octroyé à des avocats ou organisations d'avocats ayant honoré la profession en préservant les plus hautes valeurs de déontologie professionnelle et personnelle dans le domaine des droits de l'homme et ayant fait preuve d'un engagement et d'un dévouement exceptionnels pour préserver les valeurs fondamentales.



HUMAN
RIGHTS



Globalisation of Human Rights

I always believed that human rights would be a central part of globalisation. It seemed like the natural way forward in a world that was constantly progressing. However, we have noticed that every day, across every political regime, this is not the case. Freedoms have become, once again, something to fight for. Human rights are blatantly criticised, and those who defend them are very often scorned. But without this compass that is human rights, Europe is nothing. Human rights have become, for lawyers, a common language, something to rally around. It is the soul of a soulless world. We must hold onto this noble idea in a world that is losing its illusions and its dreams.

We must, in the 21st century, establish new rights to continue a process which culminated in the 19th and 20th centuries, with the Declaration of Independence of the United States in 1776, with the French Declaration of Human Rights in 1789, and the Universal Declaration in 1948, a process which seems to have since, regressed.

We can only but regret that, in the heart of the European Union, without even looking at the rest of the world, there is very little done regarding human rights, that we allow for the rule of law to be disregarded in Hungary, Poland, and others, that we do not condemn with enough force the plight of migrants and minorities in the European Union, and that for the sake of security and the fight against terrorism, freedoms can be constantly, and without question, infringed upon.

We, as lawyers, must advocate that only access to rights and to justice allow for the defence of fundamental rights.

We, lawyers, must show that it is always important to struggle for new rights, new freedoms, and that this contributes to the building of a democratic society in the 21st Century.

We, lawyers, must help all citizens, actors of democracy, to create new freedoms and to claim their rights.

The annual CCBE Human Rights Award contributes to this common action. It reminds us that there are no rights without the fight for such rights. There is no haven for freedom. Rights and freedoms are part of the struggle. Our winners are not simply lawyers; they are not simply fighters for freedoms; they are men and women who have a moral duty to themselves, to their work, and to society. At a time when there are increasing attacks against the European Court of Human Rights, when certain States have decided to leave the International Criminal Court, when the law is no longer self-evident, European lawyers must mobilise, with the CCBE, to defend our common values.

Michel Benichou
CCBE President

Mondialisation des Droits de l'Homme

J'ai toujours cru que la mondialisation se ferait autour des Droits de l'Homme. Cela paraissait naturel dans un monde en progrès. Or, nous constatons, au contraire, chaque jour, dans chaque régime, des régressions. Les libertés redeviennent des conquêtes. On critique, sans limite, les Droits de l'Homme et leurs défenseurs sont souvent moqués. Pourtant, sans cette boussole, l'Europe n'est rien. Les Droits de l'Homme sont devenus, pour les avocats, une langue commune, un point de ralliement. C'est l'âme d'un monde sans âme. Il faut nous accrocher à cette idée noble dans un monde qui perd ses illusions et ses rêves.

Nous devons, au XXI^e siècle, inventer de nouveaux droits dans ce processus qui a culminé, avec la déclaration d'indépendance des États-Unis de 1776, la Déclaration des Droits de l'Homme française de 1789 et la Déclaration Universelle de 1948 aux XIX^e et XX^e siècles et qui, depuis, semble en récession.

Certes, on ne peut que regretter qu'au sein même de l'Union européenne, sans parler du reste du monde, il n'existe que peu de mobilisation pour les enjeux directement liés aux Droits de l'Homme et qu'on supporte les atteintes à l'État de Droit en Hongrie, en Pologne et d'autres pays, qu'on ne condamne pas avec force le sort réservé aux migrants et aux minorités dans l'Union, et qu'au nom de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme, toutes les atteintes aux libertés soient permises et continues.

Nous, avocats, devons plaider pour démontrer que seul l'accès au droit et à la justice permet la défense des droits fondamentaux.

Nous, avocats, devons démontrer qu'il convient toujours de lutter pour la conquête de nouveaux droits, de nouvelles libertés, et que cela participe à la construction d'une société démocratique dans le XXI^e siècle.

Nous, avocats, devons aider tous les citoyens, acteurs de la démocratie, à engendrer ces nouvelles libertés et à proclamer leurs droits.

La remise, chaque année, d'un prix des Droits de l'Homme par le Conseil des barreaux européens contribue à cette action commune. Cela rappelle qu'il n'y a pas de droit en dehors des luttes pour les droits. Il n'y a pas de sanctuaires des libertés. Les droits et les libertés font parties des luttes. Nos lauréats ne sont pas seulement des avocats ; il ne s'agit pas seulement de combattants des libertés. Il s'agit de femmes et d'hommes qui ont une exigence morale pour eux-mêmes, pour leur métier et pour la société. Au moment où les attaques contre la Cour européenne des droits de l'homme se multiplient, au moment où certains États décident de quitter la juridiction de la Cour pénale internationale, au moment où le droit ne se pose plus comme une évidence, il faut que les avocats européens continuent de se mobiliser, autour du Conseil des barreaux européens, pour défendre nos valeurs communes.

Michel BENICHOU
Président du CCBE



Lawyers: your right to the law, your right to rights

A political regime can be measured by the importance it places on justice and the Bar.

Places where lawyers are harassed, threatened, arbitrarily arrested, convicted for defending their clients, murdered, where they are under the rule of tyranny, corruption, insecurity, and injustice.

Places where lawyers can freely undertake their role, even to defend great offenders or political opponents, where justice and legal security prevail, allowing everyone to develop their activities with confidence and faith in the future. In these places, well-being remains.

Ten years ago, the Council of Bars and Law Societies of Europe created its own Human Rights Award to celebrate those who, at the risk of their own life or freedom, accept to undertake their defence mission.

The list of winners who have since been granted the Award shows not only the magnitude of the challenges that still need to be addressed so that our children may live in a fairer and more prosperous world, but also the courage of those lawyers who work daily to ensure access to justice for all, even for those who 'trouble' governments.

These winners are Belgian, Chinese, Spanish, Russian, Mexican, Tunisian, Turkish, Brazilian, Belarusian, and Azerbaijani. But they could be Colombian, Venezuelan, Honduran, Burundian, Gambian, Egyptian, Syrian, Iranian, or from so many other countries.

They are lawyers.

They work alongside men and women from around the world, giving them the strength to stand upright.

They are the honour of our profession.

Let us continue the struggle,

Patrick Henry
Chair of the CCBE Human Rights Committee

L'avocat, c'est le droit au droit

Un régime politique peut être évalué à l'aune de la place qu'il réserve à la justice et au barreau.

Là où les avocats sont harcelés, menacés, arbitrairement arrêtés, condamnés pour avoir assuré la défense de leurs clients, assassinés, règnent la tyrannie, la corruption, l'insécurité, l'injustice.

Là où les avocats peuvent librement assumer leur rôle, même pour défendre de grands délinquants ou des opposants, la justice et la sécurité juridique prennent le pas, permettant à chacun de développer ses activités avec confiance et foi dans l'avenir. Le bien-être revient.

C'est pour mettre en valeur ceux qui, au péril de leur vie ou de leur liberté, acceptent d'assumer leur mission de défense que le Conseil des barreaux européens a créé, il y a dix ans, son propre prix des droits de l'homme.

La liste des lauréats qui, depuis, l'ont obtenu témoigne à la fois de l'ampleur des défis qui doivent encore être relevés pour que nos enfants puissent vivre dans un monde plus juste et, dès lors, plus prospère, et du courage de ces avocats qui s'engagent quotidiennement pour assurer l'accès à la justice pour tous, même ceux qui déplaisent aux gouvernants.

Ils sont belges, chinois, espagnols, russes, mexicains, tunisiens, turcs, brésiliens, biélorusses ou azerbaïdjanais. Ils pourraient être colombiens, vénézuéliens, honduriens, burundais, gambiens, égyptiens, syriens, iraniens ou de tant d'autres nationalités encore.

Ils sont avocats.

Ils sont présents, à côté des hommes et des femmes du monde entier, pour les aider à se tenir debout.

Ils sont l'honneur de notre profession.

Luttons,

Patrick HENRY
Président du comité des droits de l'homme du CCBE

2016

- Posthumously to Tahir Elçi
À titre posthume à Tahir Elçi
- Ayşe Bingöl Demir

Tahir Elçi was a Turkish human rights lawyer who was murdered on 28 November 2015. Mr Elçi was the President of the Diyarbakır Bar Association and worked on cases concerning the persecution of Kurds and the grave violations of human rights in Turkey. He was one of the key figures in the struggle for a rule of law in Turkey and fought for the respect of democracy and due process. He won several trials before the European Court of Human Rights against the Turkish Government. Seen as "leading moderate figure of the Kurdish cause", Tahir Elçi had been the target of criticism from pro-governmental media, and received several death threats throughout his career. One month before his assassination, Tahir Elçi was arrested by the anti-terror police for allegedly "making propaganda for or promoting a terrorist organization", after he publicly declared on television that the PKK was not a terrorist organisation. Although not detained, he was ordered not to leave the country and placed under judicial supervision.

On Saturday 28 November, lawyers of the Diyarbakır Bar were holding a press conference in the middle of the old town, next to the antique minaret, the symbolic of the capital city of southeastern Turkey, mostly inhabited by Kurds. "The four pillars of the minaret represent the various religions of this country. We don't want any more clashes and violence in this historic place; we want peace." Those were his last words. At around 11 o'clock, two armed assailants started shooting, killing Tahir Elçi and two police officers. His assassination rekindled tensions between the Turkish government and the Kurdish population in southeastern Turkey.



Tahir Elçi était un avocat turc spécialiste des droits de l'homme, qui a été assassiné le 28 novembre 2015. Tahir Elçi était le bâtonnier de Diyarbakır et travaillait sur des affaires concernant la persécution des Kurdes en Turquie et les violations graves des droits de l'homme dans le pays. Il était l'un des personnages clés dans la lutte pour l'État de droit en Turquie et s'est battu pour le respect de la démocratie et du procès équitable. Il a remporté plusieurs affaires devant la Cour européenne des droits de l'homme contre le gouvernement turc. Tahir Elçi, considéré comme le « personnage modéré de la cause kurde », avait fait l'objet de critiques de la part des médias progouvernementaux et avait reçu diverses menaces de mort tout au long de sa carrière. Un mois avant son assassinat, Tahir Elçi a été arrêté par la police antiterroriste pour avoir « propagé ou promu une organisation terroriste » après avoir déclaré à la télévision que le PKK n'était pas une organisation terroriste. Il n'avait alors pas été incarcéré mais avait été condamné à ne pas quitter le pays et avait été placé sous surveillance judiciaire.

Le samedi 28 novembre, les avocats du barreau de Diyarbakır ont tenu une conférence de presse dans la vieille ville, à côté du minaret ancien, symbole de la capitale du Sud-Est de la Turquie, habitée en grande majorité par des Kurdes. « Les quatre piliers du minaret représentent les diverses religions de ce pays. Nous ne voulons plus d'affrontements ni de violences en ces lieux historiques, nous voulons la paix ». Tels étaient ses derniers mots. Vers 11 heures, deux assaillants armés ont ouvert le feu et ont tué Tahir Elçi et deux policiers. Son assassinat a ravivé les tensions entre le gouvernement turc et la population kurde dans le Sud-Est de la Turquie.

Ayşe Bingöl Demir is a Turkish lawyer who has brought several cases alleging violations of human rights before domestic courts and institutions in Turkey, as well as before the European Court of Human Rights. She has worked extensively on the internal displacement phenomenon in Turkey, representing hundreds of internally displaced persons before the ECtHR. She has worked on high-profile ECtHR cases, several of them resulting in important policy or legislative changes in Turkey. She has been working with a number of international organisations to raise awareness concerning the situation of lawyers in Turkey and to defend lawyers' rights. She is a member of the defence team in the KCK lawyers' case, in which 46 lawyers are still being tried, and was part of the defence team representing Tahir Elçi before he was killed. She is also the representative of nine lawyers unlawfully arrested in March 2016 due to their professional activities and their involvement in human rights law. In addition, she is a founder and board member of 'the Peace Foundation' (Barış Vakfı), which has been advocating for the continuance of the ongoing peace process in Turkey on the Kurdish issue.



Ayşe Bingöl Demir est une avocate turque qui a porté plusieurs affaires alléguant des violations des droits de l'homme devant des tribunaux et des institutions en Turquie ainsi que devant la Cour européenne des droits de l'homme. Elle a beaucoup travaillé sur le phénomène des déplacements internes en Turquie, représentant devant la CEDH des centaines de personnes déplacées et. Elle a travaillé sur des dossiers de haut niveau devant la Cour européenne des droits de l'homme, dont plusieurs ont donné lieu à des changements politiques ou législatifs importants en Turquie. Elle a travaillé avec un certain nombre d'organisations internationales pour sensibiliser la population à la situation des avocats en Turquie et défendre les droits des avocats. Elle est membre de la défense dans l'affaire des avocats de KCK, dans laquelle 46 avocats sont toujours poursuivis, et faisait partie de la défense de Tahir Elçi avant sa mort. Elle représente également neuf avocats illégalement arrêtés en mars 2016 en raison de leurs activités professionnelles et de leur implication dans la défense des droits de l'homme. De plus, elle est fondatrice et membre du conseil d'administration de la fondation pour la paix Barış Vakfı, qui prône la poursuite du processus de paix en cours en Turquie sur la question kurde.

- Ayşe Acinikli
- Ramazan Demir

Ayşe Acinikli is a Turkish lawyer, member of the Association of Libertarian Lawyers (ÖHD). She was one of the nine lawyers arrested and placed in custody in March 2016. She was released along with her colleagues on 19 March and again arrested on 6 April, together with Ramazan Demir. She was conditionally released on 7 September 2016.

Before her arrest, Ayşe Acinikli was following the case of Nazliye Sincar, killed on 1 September (World Peace Day). She has also represented Kurdish students tried in Istanbul. Moreover, she has worked on KCK cases involving Kurdish journalists and politicians, and fought for the freedom of sick detainees who cannot be discharged due to disciplinary punishments. Finally, Ayşe Acinikli has worked towards finding effective legal ways to help women exposed to violence.



Ayşe Acinikli est une avocate turque, membre de l'Association des avocats libertaires (ÖHD). Elle comptait parmi les neuf avocats arrêtés et placés en détention en mars 2016. Elle a été libérée avec ses confrères le 19 mars avant d'être à nouveau arrêtée le 6 avril, comme Ramazan Demir. Elle a été libérée sous condition le 7 septembre 2016.

Avant son arrestation, Ayşe Acinikli suivait le dossier de Nazliye Sincar, assassinée le 1^{er} septembre (Journée mondiale de la paix). Elle a également représenté des étudiants kurdes jugés à Istanbul. En outre, elle a travaillé sur des dossiers sur le KCK impliquant des journalistes et des politiciens kurdes. Elle s'est battue pour la mise en liberté de détenus malades qui ne peuvent être libérés à cause de sanctions disciplinaires. Enfin, Ayşe Acinikli cherche des moyens juridiques efficaces pour aider les femmes exposées à la violence.

Ramazan Demir is a Turkish lawyer who is also the Secretary General of the Association of Libertarian Lawyers (ÖHD), and who works with many human rights NGOs and organisations. In March 2016, he was arrested together with nine other lawyers and was accused of being a member of a terrorist organisation and propagandising for it. All the lawyers arrested were representing the 46 lawyers who were in turn arrested in 2011 on suspicion of "working for, or belonging to, a terrorist organisation". He was eventually released a few days later but was re-arrested, together with Ayşe Acinikli, on 6 April 2016. He was conditionally released on 7 September 2016.

Ramazan Demir was arrested in 2013 on charges of "insulting or offending the dignity of a public authority in the performance of his duties", as a result of the closing statement he made during a trial of 44 journalists. He was eventually acquitted in 2015. He has represented lawyers that were prosecuted for carrying out their professional activities, along with politicians, Kurdish students, and journalists. He has also worked on cases involving police violence committed during the Gezi Park and May 1st demonstrations, as well as enforced disappearances in the 1990s. Before he was taken into custody, he represented the academics who were prosecuted for signing the Declaration for Peace. Furthermore, he has brought cases before the Turkish Constitutional Court and the European Court of Human Rights on grave human rights violations taking place in Cizre, Diyarbakır/Sur, and other South-Eastern cities/districts.



Ramazan Demir est un avocat turc qui est également le secrétaire général de l'Association des avocats libertaires (ÖHD) et travaille avec de nombreuses ONG et organisations de défense des droits de l'homme. En mars 2016, il a été arrêté avec neuf autres avocats et accusé d'être membre d'une organisation terroriste et d'en faire la propagande. Tous les avocats arrêtés représentaient les 46 avocats arrêtés en 2011 et soupçonnés de « travailler pour ou d'appartenir à une organisation terroriste ». Il a finalement été libéré quelques jours plus tard mais a de nouveau été arrêté (tout comme Ayşe Acinikli) le 6 avril 2016. Il a été libéré sous condition le 7 septembre 2016.

Ramazan Demir a été arrêté en 2013 pour « insulte ou outrage à la dignité d'une autorité publique dans l'exercice de ses fonctions » à la suite de l'observation finale qu'il a exprimée lors du procès de 44 journalistes. Il a finalement été acquitté en 2015. Il a représenté des avocats poursuivis pour l'exercice de leurs activités professionnelles, des politiciens, des étudiants kurdes et des journalistes. Il a également travaillé sur des dossiers impliquant des violences policières exercées lors des manifestations du parc Gezi et du 1^{er} mai, ainsi que des disparitions forcées dans les années 1990. Avant son placement en détention le 6 avril 2016, il a représenté les universitaires poursuivis pour avoir signé la Déclaration pour la paix. Il a également porté des affaires relatives aux violations graves des droits de l'homme à Cizre, à Diyarbakır/Sur et dans d'autres villes et districts du sud-est devant la Cour constitutionnelle turque et la Cour européenne des droits de l'homme.

2015

- Intigam Aliyev
- Fengrui Law Firm

Cabinet d'avocats Fengrui

The CCBE granted its 2015 Human Rights Award to Mr Intigam Aliyev, an Azerbaijani human rights lawyer, and to the Chinese law firm, Fengrui.



Mr Intigam Aliyev is an Azerbaijani human rights lawyer who has devoted his life to protecting the rights of individuals against the repressive system of the Azerbaijani government. Intigam Aliyev has provided legal assistance and representation to the politically persecuted for decades. In April 2015, Mr Aliyev was sentenced to seven and a half years in prison, and a three-year ban from certain positions and activities, after being found guilty on the charges of misappropriation, illegal business by an organised group, tax evasion, abuse of official power, and falsifying data in official documents. Mr Aliyev's children were present at the ceremony in Vienna to receive the award. He was released in March 2016.

The CCBE granted a second CCBE Human Rights Award to the Chinese Law Firm Fengrui, a law firm which was particularly targeted by the attacks on human rights defenders which took place in July 2015 even smeared by official propaganda as a 'major criminal syndicate.' On 9 July 2015, prominent Fengrui human rights lawyer Wang Yu, along with her husband Bao Longjun and their 16-year-old son, were detained by state officials. Over the next ten days, at least 255 lawyers, law firm staff, and human rights defenders were detained, arrested, held incommunicado, summoned, or otherwise had their freedom temporarily restricted. As a result of the July 2015 crackdown, Fengrui law firm is currently not operating. In August 2016, Zhou Shi Feng, the director of the law firm was sentenced to seven years in prison for 'subversion of state power'. On 1 August 2016, following a videotaped confession, Wang Yu was released on bail. The conditions surrounding her bail and the extent of her freedom remain unknown. Doubts exist concerning the veracity of her confession.

Due to the sensitive nature of the award, the firm was not notified of the award. However, Teng Biao, another Chinese human rights lawyer, currently residing in the United States, sent a video explaining the difficult situation that lawyers are facing in China.



Le CCBE a décerné son Prix des droits de l'homme de 2015 à Intigam Aliyev, avocat défenseur des droits de l'homme en Azerbaïdjan, ainsi qu'au cabinet d'avocats chinois Feng Rui.

Intigam Aliyev est un avocat défenseur des droits de l'homme en Azerbaïdjan, qui a consacré toute sa carrière à la protection des droits des individus contre le système répressif du gouvernement azerbaïdjanais. Intigam Aliyev fournit son assistance juridique et sa représentation aux personnes politiquement persécutées depuis plusieurs décennies. En avril 2015, Intigam Aliyev a été condamné à sept ans et demi d'incarcération ainsi qu'à une interdiction de trois ans d'accès à certains postes et activités après avoir été déclaré coupable de malversation, d'activités illégales en groupe organisé, d'évasion fiscale, d'abus de pouvoir et de falsification de données dans des documents officiels. Les enfants d'Intigam Aliyev étaient présents lors de la cérémonie de remise du prix à Vienne. Il a été libéré en mars 2016.

Un deuxième Prix des droits de l'homme du CCBE a été décerné au cabinet d'avocats chinois Feng Rui, lequel a été particulièrement ciblé lors de la répression des défenseurs des droits de l'homme en juillet 2015 et que la propagande officielle a même dépeint comme « organisation criminelle importante ». Le 9 juillet 2015, Wang Yu, avocate éminente des droits de l'homme de Feng Rui, a été arrêtée par les autorités avec son mari Bao Longjun et leur fils de 16 ans. Dans les dix jours suivants, pas moins de 255 avocats, membres du personnel juridique et défenseurs des droits de l'homme ont été arrêtés, détenus, mis au secret, cités à comparaître ou ont vu leur liberté temporairement restreinte. À la suite de la répression de juillet 2015, le cabinet Feng Rui a dû fermer ses portes.

En août 2016, Zhou Shi Feng, le directeur du cabinet d'avocats, a été condamné à sept ans de prison pour « subversion de l'État ». Le 1^{er} août 2016, à la suite d'aveux filmés, Wang Yu a été libérée sous caution. Les conditions de sa caution et l'étendue de sa liberté restent inconnues. Des doutes existent quant à la véracité de ses aveux.

En raison du caractère sensible du prix, il a été impossible de communiquer le prix au cabinet d'avocats. Néanmoins, Teng Biao, un autre avocat chinois défenseur des droits de l'homme qui réside actuellement aux États-Unis, a envoyé une vidéo dans laquelle il expliquait la situation difficile des avocats en Chine.



- Valdênia Aparecida Paulino Lanfranchi

The CCBE granted its 2014 Human Rights Award to Ms Valdênia Aparecida Paulino Lanfranchi, a Brazilian lawyer who has devoted her life to the defence of those most vulnerable in her country's favelas.

Ms Paulino grew up in Sapopemba, one of the poorest quarters in the city of São Paulo. She became involved in her neighborhood's civic life at a young age and, after finishing her law degree, devoted her life as a lawyer to the protection of those most vulnerable, taking on cases of human rights violations and police brutality. In 1996, Ms Paulino founded the Centre for the Defence of the Rights of Children and Adolescents (CEDECA) and, in 2003, founded the Sapopemba Centre for Human Rights. She was also an ombudsman and police mediator for the Paraíba State Human Rights Council in São Paulo until September 2013. She further volunteered at the Dom Oscar Romero Human Rights Defence Centre (CEDHOR) in Santa Rita, providing assistance and legal advice to those who cannot afford it. In addition, she is involved in the national campaign to demilitarise the police in Brazil, and lobbies in favour of a bill to create autonomous supervisory bodies for police activities. Her commitment to human rights has earned Ms Paulino numerous death threats and forced her to leave her country twice. In October 2007, she left Brazil and spent six months in Spain under Amnesty International's programme for the protection of human rights defenders. Unable to return to her hometown, she left Brazil in 2013 and moved to Washington D.C. with the support of Freedom House, a nongovernmental organisation. Ms Paulino received death threats and was the target of false accusations of breaking ethical rules in a case where she defended, voluntarily and free of charge, child victims of sexual abuse.



Le Prix des droits de l'homme du CCBE 2014 a été attribué à Valdênia Aparecida Paulino Lanfranchi, avocate brésilienne qui a dédié sa vie à la défense des plus vulnérables.

Me Paulino a grandi à Sapopemba, un des quartiers les plus pauvres de São Paulo. Engagée très jeune dans la vie sociale de son quartier, après avoir obtenu son diplôme de droit, elle consacre sa carrière d'avocate à la défense des plus démunis en représentant des victimes de violations des droits de l'homme et de violences policières. En 1996, Me Paulino fonde le Centre pour la Défense des Droits des Enfants et Adolescents (CEDECA) et en 2003 le Centre pour les droits de l'homme de Sapopemba. Elle fut jusqu'en septembre 2013 ombudsman et médiateur de la police pour le Conseil des droits de l'homme de l'État de Paraíba à São Paulo. Elle a également œuvré au Centre des droits de l'homme Dom Oscar Romero (CEDHOR) à Santa Rita en fournissant bénévolement aide et conseils juridiques aux plus pauvres. Elle participe à la campagne nationale de démilitarisation de la police brésilienne et milite en faveur d'un projet de loi établissant des instances indépendantes pour superviser le travail de la police. Son engagement en faveur des droits de l'homme a valu à Me Paulino de nombreuses menaces de mort et l'a obligée à quitter deux fois son pays.



Elle a quitté le Brésil en octobre 2007 pour passer six mois en Espagne sous l'égide du programme d'Amnesty International pour la protection des défenseurs des droits de l'homme. Empêchée de retourner dans sa ville natale, elle a quitté le Brésil en 2013 pour Washington où elle a été aidée par l'organisation non-gouvernementale Freedom House. Me Paulino a été la cible de menaces de mort et d'allégations d'avoir failli à des règles déontologiques dans une affaire dans laquelle elle avait décidé volontairement et gratuitement de défendre des enfants victimes d'abus sexuels.

2013

- President and Bar Council members of the Istanbul Bar Association
Bâtonnier et membres du conseil du barreau d'Istanbul

The CCBE 2013 Human Rights Award was granted to Mr Ümit Kocasakal, President of the Istanbul Bar Association, and the Members of the Bar Council of the Istanbul Bar Association in recognition of their outstanding commitment, perseverance and courage in support of human rights in Turkey.

The Istanbul Bar Association has continuously supported its members against attacks from the Turkish authorities towards the legal profession and its independence. The President and Members of the Bar Council of the Istanbul Bar Association have faced harassment both from the political power and the judiciary as a direct result of their support of defence lawyers in the controversial Sledgehammer conspiracy trial (Balyoz Harekâtı). The Bar formally requested the competent court to conduct this trial according to law and fair trial principles, after defence lawyers reported harassment, seizures, illegal surveillance and multiple breaches of the rights of the defence. For addressing these matters with the court orally and in writing, the President and Members of the Bar Council were charged with "attempts to influence the court" and faced prison terms of three months to six years. On 24 February 2014, in a hearing attended by observers from the CCBE and other organisations from around the world, they were all acquitted on grounds that the act fails to fulfil the elements of a crime.



Le Prix des droits de l'homme 2013 a été attribué au bâtonnier Ümit Kocasakal ainsi qu'aux membres du conseil du barreau d'Istanbul pour leur engagement, leur persévérance et leur courage exceptionnels dans la défense des droits de l'homme en Turquie.

Le barreau d'Istanbul a soutenu sans relâche ses membres confrontés aux attaques des autorités turques envers la profession d'avocat et son indépendance. Le bâtonnier et les membres du conseil du barreau d'Istanbul ont subi des intimidations aussi

bien de la part du pouvoir politique que du pouvoir judiciaire en conséquence directe de leur soutien aux avocats de la défense dans le procès controversé de la conspiration Balyoz (Balyoz Harekâtı). Le barreau avait officiellement demandé au tribunal compétent de conduire le procès conformément à la loi et aux principes d'un procès équitable, après que les avocats de la défense avaient dénoncé des intimidations, des saisies, une surveillance illégale et de multiples violations des droits de la défense. Après avoir rapporté ces faits devant le tribunal oralement et par écrit, le bâtonnier et les membres du conseil du barreau d'Istanbul étaient accusés de « tentative d'influencer le tribunal » et risquaient des peines de prison allant de trois mois à six ans. Le 24 février 2014, lors d'une audience à laquelle ont assisté des observateurs du CCBE et d'autres organisations du monde entier, ils ont tous été acquittés au motif que leur acte ne constitue pas un crime.

- Pavel Sapelko

The CCBE granted its 2012 Human Rights Award to Mr Pavel Sapelko, one of the most well-known lawyers and human rights defenders in Belarus. Mr Sapelko played an important role in supporting human rights values in Belarus. He supported the campaign “Human rights activists against death penalty” for the abolition of the death penalty in Belarus, the only state in Europe where it is still practised. He was also involved in defending opposition members and political prisoners. Mr Sapelko carried on with his legal work regardless of multiple threats by the state authorities and his exclusion from the Minsk Bar Association as a result of the pressure from the state. He now works as a consultant for the Human Rights Centre ‘Viasna’ (Spring) and supports victims of the regime and their families. The Human Rights Centre has to work as an underground organisation due to the political situation whereby state authorities refused to grant it the status of an association under the new law.

Le CCBE a décerné son Prix des droits de l'homme 2012 à Pavel Sapelko, un des avocats et défenseurs des droits de l'homme les plus célèbres en Biélorussie. Pavel Sapelko a joué un rôle important dans la défense des valeurs des droits de l'homme en Biélorussie. Il a soutenu la campagne « Les défenseurs des droits de l'homme contre la peine de mort » dans ce pays, dernier pays européen où la peine capitale est encore pratiquée. Il a participé à la défense d'opposants politiques et de prisonniers politiques. Pavel Sapelko a mené ses travaux juridiques sans se laisser intimider par les multiples menaces de la part des autorités étatiques et sa radiation du barreau de Minsk sur pression de l'État. Il travaille aujourd'hui comme consultant pour le Centre des droits de l'homme « Viasna » (Printemps) et soutient les victimes du régime et leurs familles. Le Centre des droits de l'homme est contraint d'opérer comme organisation clandestine car, dans la situation politique actuelle, le statut d'association en vertu de la nouvelle législation ne lui est pas accordé.



- Abderrazak Kilani



The CCBE granted its 2011 Human Rights Award to Mr Abderrazak Kilani, in his capacity as President of the Tunisian Bar Association, for his commitment, and that of his Bar to human rights, in particular during the Jasmine Revolution (2010-2011).

On 27 December 2010, ten days after the start of demonstrations against the former Tunisian government, around 300 lawyers were reported to have rallied in a street close to the government's palace in the Tunisian capital of Tunis, in order to protest pacifically and support the actions in Sidi Bouzid. In the following days, the overwhelming majority of Tunisia's lawyers joined a national strike against police violence, while demonstrations against shortage of jobs and restrictions on civil liberties and public freedoms continued all over the country. In mid-January 2011, Mr Abderrazak Kilani met with Mr Mohamed Ghannouchi, Prime Minister of Tunisia at the time, and future self-proclaimed President, focusing on the dangers faced by Tunisia and on the acts of destruction and violence being committed in the country. He presented to the Prime Minister a series of proposals made by members of the Bar and all lawyers who were fully prepared to contribute to a return to normality and to restore security and peace with citizens.

Mr Kilani, who was accompanied by several members of the Tunisian Bar Association, underlined that he evoked the repeated appeals by lawyers throughout the last two decades to initiate essential reforms in the areas of civil liberties, human rights and justice.

Since 2013, he has been the permanent Ambassador of Tunisia to the United Nations in Geneva

Le CCBE a décerné son Prix droits de l'homme 2011 à Me Abderrazak Kilani, en sa qualité de bâtonnier de l'Ordre national des avocats de Tunisie, pour son engagement et celui de son barreau envers les droits de l'homme, notamment lors de la Révolution de jasmin (2010-2011).

Le 27 décembre 2010, dix jours après le début des manifestations contre l'ancien gouvernement tunisien, environ 300 avocats se sont rassemblés dans une rue proche du Palais du gouvernement à Tunis afin de protester pacifiquement et soutenir les actions à Sidi Bouzid. Dans les jours qui ont suivi, l'écrasante majorité des avocats tunisiens se sont joints à une grève nationale contre les violences policières, tandis que des manifestations se sont poursuivies dans tout le pays contre la pénurie d'emplois et les restrictions aux libertés civiles et publiques. À la mi-janvier 2011, Abderrazak Kilani a rencontré Mohamed Ghannouchi, alors Premier ministre tunisien et futur Président autoproclamé, pour mettre l'accent sur les dangers auxquels la Tunisie était confrontée et sur les actes de destruction et de violence commis dans le pays. Il a présenté au Premier ministre une série de propositions faites par des membres du barreau et tous les avocats prêts à contribuer au retour à la normale et au rétablissement de la sécurité et de la paix avec les citoyens.

Abderrazak Kilani, qui était accompagné de plusieurs membres de l'Ordre national des avocats de Tunisie, a rappelé les demandes répétées des avocats au cours des deux décennies précédentes à engager des réformes fondamentales dans les domaines des libertés civiles, des droits de l'homme et de la justice.

Depuis 2013, il est ambassadeur représentant permanent de la Tunisie auprès des Nations Unies à Genève.

- David Peña Rodríguez & Karla Micheel Salas Ramírez

The CCBE granted its 2010 Human Rights Award to Mexican lawyers David Peña Rodríguez and Karla Micheel Salas Ramírez, members of the National Association of Democratic Lawyers (ANAD). David Peña Rodríguez and Karla Micheel Salas Ramírez were the lawyers representing the families of the victims of the uninvestigated assassinations of women in the Campo Algodonero case, also known as Ciudad Juárez femicides. Their action began in 2001, when the bodies of three young women, Claudia Ivette González, Laura Berenice Ramos Monárrez and Esmeralda Herrera Monreal, were found in a cotton field after they had been raped and killed. In obtaining the condemnation of the Mexican State for its inaction by the Inter-American Court of Human Rights in December 2009, David Peña Rodríguez and Karla Micheel Salas Ramírez also contributed to the recognition of a new category of crime, i.e. "femicide", thus provoking a landmark sentence in the defence of human rights and the fight against gender-based violence. Before achieving this result, David Peña Rodríguez and Karla Micheel Salas Ramírez had to go through eight years of relentlessly pushing the Mexican authorities to investigate the assassinations and bring the perpetrators to justice and, in reaction, were confronted with concealed evidence and threats and intimidation towards themselves and their clients.

Le CCBE a attribué son Prix des droits de l'homme de 2010 aux avocats mexicains David Peña et Karla Micheel Salas, qui sont membres de l'Asociación Nacional de Abogados Democráticos (ANAD). David Peña Rodríguez et Karla Micheel Salas Ramírez sont les avocats qui ont représenté les familles des victimes d'assassinats qui n'ont pas fait l'objet d'enquête dans le cadre de l'affaire du Campo Algodonero, également connue sous le nom de féminicides de Ciudad Juárez. Leur action a commencé en 2001, à la découverte des cadavres de trois jeunes femmes, Claudia Ivette González, Laura Berenice Ramos Monárrez et Esmeralda Herrera Monreal, dans un champ de coton, où elles furent violées avant d'être tuées. En obtenant en décembre 2009 la condamnation de l'État fédéral mexicain par la Cour interaméricaine des droits de l'homme pour son inaction, David Peña Rodríguez et Karla Micheel Salas Ramírez ont également contribué à la reconnaissance d'un nouveau type de crime : le « féminicide », et ont obtenu ainsi un jugement décisif en matière de défense des droits de l'homme et de lutte contre les violences sexistes. Pour parvenir à leurs fins, David Peña Rodríguez et Karla Micheel Salas Ramírez ont passé huit années à faire pression sur les autorités mexicaines pour qu'elles enquêtent sur les assassinats et traduisent les malfaiteurs en justice. En réaction, ils ont été confrontés à la dissimulation de preuves, à des menaces et des intimidations à leur égard ainsi qu'à l'encontre de leurs clients.



2009

- Posthumously to Stanislav Markelov
À titre posthume à Stanislav Markelov



The CCBE granted its 2009 Human Rights Award posthumously to Stanislav Markelov, a Russian lawyer who was assassinated on 19 January 2009 in Moscow. Stanislav Markelov, who was also a journalist and the President of the “Rule of Law Institute”, dedicated his whole professional life to the promotion of human rights in Russia. Despite his young age, he had outstanding achievements to his name, not only for the parties that he defended and assisted, but more generally for the development of the rule of law in the whole Russian Federation. Stanislav Markelov defended Anna Politkovskaya, the Russian journalist shot in Moscow in 2006 while she was investigating atrocities committed during the Chechen wars by the Russian military. He also represented Mikhail Beketov, the

editor of a pro-opposition newspaper, assaulted in 2008, and several Chechen nationals tortured during the Chechen wars. He defended people who were beaten, tortured or raped by Russian special police forces, as well as victims of the Moscow Dubrovka theater hostage crisis in October 2002 caused by Chechen separatists. He was the lawyer of the family of Ms Elza Kungaeva, an 18 year old Chechen girl, murdered by Colonel Yuri Budanov after being kidnapped, beaten and raped by him. Convicted inter alia for the rape and murder of Ms Kungaeva, Budanov was to obtain early release on 12 January 2009, but Stanislav Markelov lodged an appeal against this decision. The appeal was rejected and the ex-colonel obtained early release on 15 January 2009. On 19 January 2009, after leaving a press conference denouncing Budanov’s release, Stanislav Markelov was shot in the head in the middle of the street in the centre of Moscow. Ms Anastacia Baburova, a journalist at Novaya Gazeta who took part in the conference, was also shot and has subsequently died from her injuries.

In 2011 and in 2015, three people, all members of the neo-Nazi organisation BORN, were convicted for his assassination.

Le CCBE a décerné son Prix des droits de l’homme 2009 à titre posthume à Stanislav Markelov, un avocat russe assassiné le 19 janvier 2009 à Moscou. Stanislav Markelov, qui était également journaliste et président de « l’Institut de l’État de droit », a dédié toute sa vie professionnelle à la promotion des droits de l’homme en Russie. Malgré son jeune âge, il a réussi à accomplir des exploits remarquables non seulement pour les parties qu’il a défendues et aidées mais également pour le développement de l’État de droit dans l’ensemble de la Fédération de Russie. Stanislav Markelov a été le défenseur d’Anna Politkovskaïa, journaliste russe abattue à Moscou en 2006 alors qu’elle enquêtait sur des exactions commises pendant les guerres de Tchétchénie par les militaires russes, de Mikhaïl Beketov, le rédacteur en chef d’un journal d’opposition agressé en 2008, et de plusieurs ressortissants tchétchènes qui avaient été torturés pendant les guerres de Tchétchénie. Il a également été le défenseur d’opposants battus, torturés ou violés par des membres des forces spéciales de la police russe, ainsi que de victimes de la prise d’otages du théâtre de la Doubrovka à Moscou en octobre 2002 par des séparatistes tchétchènes. Il a de même été le défenseur d’une jeune fille tchétchène, Elza Koungaïeva, morte à 18 ans étranglée par un colonel de l’armée russe, Iouri Boudanov, qui l’avait enlevée, battue et violée. Condamné entre autres pour le viol et l’assassinat d’Elza Koungaïeva, Boudanov devait être remis en liberté le 12 janvier 2009 mais Stanislav Markelov a fait appel de cette décision. L’appel a été rejeté et l’ex-colonel a été remis en liberté le 15 janvier 2009. Le 19 janvier 2009, dans le centre de Moscou, en sortant d’une conférence de presse dénonçant cette libération, Stanislav Markelov a été abattu en pleine rue d’une balle dans la tête. Anastasia Babourova, une journaliste de la Novaya Gazeta qui prenait part à la conférence, a également été blessée et est décédée quelques heures plus tard de ses blessures.

En 2011 et en 2015, trois personnes, toutes membres de l’organisation néonazie BORN, ont été condamnées pour son assassinat.

- Li Heping

The CCBE granted its 2008 Human Rights Award to Li Heping, a well-known Chinese lawyer, and to the group of Spanish lawyers who represented defendants and victims in the trial following the 11 March 2004 Madrid train bombings.

Li Heping is a lawyer who has been active in human rights for over 15 years. He acted as an advisor of the Falong Gong, trying to ensure the respect of freedom of religion, as well as acting on behalf of his well known colleagues Chen Guancheng and Gao Zisheng. He has acted as a lawyer for many villagers in China whose property has been expropriated, and also defended political dissidents prosecuted in China. In carrying out these functions and in his fight to protect and stand up for the basic human rights of Chinese citizens, Li Heping was persistently the victim of various intimidation methods. Yet, he courageously continued his fight for values which are common to all: rule of law and the respect of human dignity. Li Heping was prevented by police from leaving Beijing at the airport on Thursday 27 November 2008, and so was unable to receive his award in person.

Li Heping disappeared in July 2015 following the so-called "709 crackdown". His whereabouts remained unknown until 8 January 2016, when he was formally arrested on charges of "subverting state power". His family members remain under strict surveillance and have been prevented from following his trial.

Le CCBE a décerné son Prix des droits de l'homme de 2008 d'une part à Li Heping, un avocat chinois réputé, et d'autre part au groupe d'avocats espagnols qui a représenté les défenseurs et les victimes dans le procès relatif aux attentats à la bombe dans des trains le 11 mars 2004 à Madrid.

Li Heping est un avocat qui travaille dans le domaine des droits de l'homme depuis plus de quinze ans. Conseiller pour le Falun Gong, il a tenté de garantir le respect de la liberté de culte et a agi au nom de ses éminents collègues Chen Guancheng et Gao Zisheng. Il a représenté de nombreux villageois chinois qui s'étaient vu confisquer leurs biens et a également défendu des dissidents politiques persécutés en Chine. En assumant ces fonctions et dans sa lutte pour protéger et défendre les droits fondamentaux des citoyens chinois, Li Heping a constamment fait l'objet de diverses méthodes d'intimidation. Pourtant, il continue courageusement son combat en vue de défendre des valeurs communes à tous : l'État de droit et le respect de la dignité humaine. La police a empêché Li Heping de quitter Beijing à l'aéroport le jeudi 27 novembre 2008, et par conséquent de recevoir son prix en personne.

Li Heping a disparu en juillet 2015 à la suite de la répression connue sous le nom de « 709 crackdown ». Son sort restait inconnu jusqu'au 8 janvier 2016, date à laquelle il a été officiellement arrêté pour « subversion de l'État ». Les membres de sa famille sont sous surveillance stricte et il leur est empêché de suivre son procès.



2008

- Group of Spanish lawyers who represented defendants and victims in the trial following the 11 March 2004 Madrid train bombings

Groupe d'avocats espagnols qui a représenté les défendeurs et les victimes dans le procès relatif aux attentats commis dans des trains le 11 mars 2004 à Madrid

The CCBE awarded a second Human Rights prize to a group of 23 defence lawyers appointed by the Madrid Bar through its legal scheme for the defence of the defendants accused of committing the crimes carried out on 11/3, more commonly referred to as the Madrid train bombing. The terrorist act of 11 March 2004 is one of the largest terrorist acts ever committed in Europe. 191 people were killed, with a further 1800 injured.

The Madrid Bar appointed through its legal aid scheme, 23 lawyers for the defence and three for the prosecution. This group of lawyers had to overcome immense obstacles throughout the course of the trial, in order to duly exercise their tasks in defending these suspects. Furthermore, their own professional careers and private lives were affected. These lawyers showed a true example of upholding human rights, the belief that everyone is innocent until proven guilty. Even though they faced great opposition from the Spanish public, they continued to perform their duties as lawyers.

The names of these lawyers are the following:

Antonio Alberca Pérez, Jesús María Andújar Urrutia, Francisco José Andújar Ramírez, Eva Aragón Fernández-Cavada, Andres Arévalo Pérez-Fontán, Beatriz Margarita Bernal Gaipo, José Luis Borraz Díaz, Fernando Crespo Vadillo, Miguel Garcia Pajuelo, Eduardo Ezequiel Garcia Peña, María Isabel García Moreno, Juan Ramón Gemeno Marín, Cristóbal Gil del Campo, Juan Carlos Herranz Blázquez, José Luis d'Iom Laso, Ricardo López Sanchez, Mónica Teresa Peña Maesso, María del Carmen Perez Calera, Maria del Mar Ramos Llorens, Julio Sanchez-Majano Suarez-Llanos, Juan Jesús Yebes Ballesteros, Endika Zulueta San Sebastian, Alicia Moreno Pérez.



Le CCBE a décerné un deuxième Prix des droits de l'homme au groupe d'avocats espagnols qui a représenté les défendeurs et les victimes dans le procès relatif aux attentats à la bombe dans des trains le 11 mars 2004 à Madrid, un des actes terroristes les plus importants jamais commis en Europe. 191 personnes y ont perdu la vie, et plus de 1 800 personnes ont été blessées.

Le barreau de Madrid a désigné, par l'intermédiaire de son système d'aide juridique, 23 avocats de la défense et trois de l'accusation. Ce groupe d'avocats a dû surmonter d'immenses obstacles tout au long du procès afin d'exercer correctement ses fonctions dans la défense des suspects. Leur carrière professionnelle et leur vie privée s'en sont également trouvées affectées. Ces avocats ont montré un véritable exemple de respect des droits de l'homme : la conviction que quiconque est innocent jusqu'à ce que sa culpabilité soit prouvée. Malgré la grande opposition de l'opinion publique espagnole, ils ont continué à exercer leur fonction d'avocat.

Voici les noms des avocats :

Antonio Alberca Pérez, Jesús María Andújar Urrutia, Francisco José Andújar Ramírez, Eva Aragón Fernández-Cavada, Andres Arévalo Pérez-Fontán, Beatriz Margarita Bernal Gaipo, José Luis Borraz Díaz, Fernando Crespo Vadillo, Miguel Garcia Pajuelo, Eduardo Ezequiel Garcia Peña, María Isabel García Moreno, Juan Ramón Gemeno Marín, Cristóbal Gil del Campo, Juan Carlos Herranz Blázquez, José Luis d'Iom Laso, Ricardo López Sanchez, Mónica Teresa Peña Maesso, María del Carmen Perez Calera, Maria del Mar Ramos Llorens, Julio Sanchez-Majano Suarez-Llanos, Juan Jesús Yebes Ballesteros, Endika Zulueta San Sebastian, Alicia Moreno Pérez.

- Avocats Sans Frontières

The Council of Bars and Law Societies of Europe (CCBE) granted its first Human Rights Award to Avocats Sans Frontières (ASF). Since its creation in 1992, ASF has had great success in the area of access to justice for the most vulnerable groups world-wide. The CCBE considers that it is a remarkable example of effective co-operation between lawyers coming from different countries, with different backgrounds, joining together in the fight for human rights and the rule of law. ASF is an independent international non-governmental organisation contributing to the creation of fair and equitable societies, in which law and legal institutions serve society's most vulnerable groups.

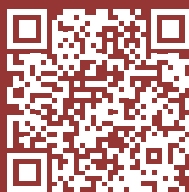
The organisation is composed of lawyers and others concerned about justice. The primary strategic objective of ASF is to promote efficient and effective access to justice, including creation of legal systems to protect vulnerable groups. In doing so, it strives to promote respect for fundamental human rights, and, in particular, the right to defence and to a fair trial, which are necessary for installing the rule of law, as well as encouraging the non-violent resolution of disputes and, ultimately, sustainable peace. ASF runs projects world-wide. In recent years, assistance has been provided in Democratic Republic of Congo, Burundi, Rwanda, East Timor and South Sudan.



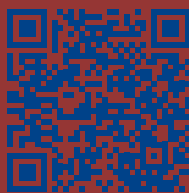
Le Conseil des barreaux européens a décerné son premier Prix des droits de l'homme à Avocats sans frontières (ASF). Depuis sa création en 1992, ASF a obtenu d'excellents résultats dans le domaine de l'accès à la justice pour les groupes les plus vulnérables à travers le monde. Le CCBE considère qu'ASF constitue un exemple remarquable de coopération efficace entre des avocats venant de pays différents, aux expériences différentes, qui joignent leurs efforts afin de défendre les droits de l'homme et l'État de droit. ASF est une organisation non gouvernementale indépendante qui contribue à la construction de sociétés justes et équitables, dans lesquelles le droit et les institutions judiciaires sont au service des groupes les plus vulnérables de la société.

L'organisation est composée d'avocats et d'autres personnes actives dans le domaine de la justice. L'objectif stratégique premier d'ASF est de promouvoir un accès efficace et effectif à la justice, notamment la création de systèmes de droit capables de protéger les groupes les plus vulnérables. Ce faisant, l'organisation s'efforce de promouvoir le respect des droits de l'homme fondamentaux, en particulier le droit de tout individu à la défense et à un procès équitable, qui est indispensable pour instaurer l'État de droit, ainsi que d'encourager la résolution non violente des conflits et, à terme, une paix durable. ASF entreprend des projets dans le monde entier. Ces dernières années, l'organisation a apporté une assistance en République démocratique du Congo, au Burundi, au Rwanda, au Timor oriental et au Sud-Soudan.

For more information about the award, please go to:
<http://www.ccbe.eu/actions/human-rights-award/>



Pour plus d'informations sur le prix, veuillez consulter
<http://www.ccbe.eu/fr/actions/ccbe-human-rights-award/>



CCBE
Council of Bars and Law Societies of Europe
Conseil des barreaux européens

Rue Joseph II, 40/8
B-1000 Bruxelles
T.: +32 (0)2 234 65 10
www.ccbe.eu - ccbe@ccbe.eu

